



Le 5 Juillet 2022

Compte rendu du CTL « informel » du 4 juillet 2022 « Cadre de Vie »

Les chèques ou l'échec (de Fournel) !

Après un vaste chantage au dialogue social et une parodie de démarche participative (voir déclaration liminaire), la Direction Parisienne espérait le 15 avril dernier, -à l'issue d'un CTL « informel » d'un genre nouveau- , faire plier nos organisations syndicales respectives et obtenir d'elles qu'elles valident et cautionnent ce qui n'était au fond qu'une véritable opération d'instrumentalisation et de communication.

Les 3 organisations syndicales présentes le 15 avril dernier avaient ainsi refusé de donner à la Direction le blanc-seing attendu et pour ne pas perdre le budget alloué ont imposé de voter un vœu visant à exiger que les sommes allouées soient redistribuées à Paris directement à chaque agent.e sous forme de bon d'achat de type Ethikdo. Nous avons rappelé, à cette occasion, le décalage entre des projets prétendant améliorer (via l'achat de ballons ou de plantes vertes ...) le cadre de vie des agents.es parisiens appelés à être structurellement dégradés sous l'effet de la démétropolisation et de son corollaire le NRP (qui nous fait perdre 12 de nos sites). Pour nous, en effet, la priorité en terme de conditions de travail et de cadre de vie aurait consisté en la préservation des implantations actuelles avec leurs restaurants administratifs, leurs espaces d'archivage dédiés, une superficie par agent.e décente, etc... plutôt qu'en l'acquisition d'aménagements plus accessoires.

Jusqu'à présent, la Direction Générale s'est obstinée, même en cette période inflationniste, à refuser notre proposition commune affirmant que l'enveloppe budgétaire n'avait pas vocation à servir à « donner du pouvoir d'achat individuel à chacun.e d'entre nous ».

Néanmoins, mécontente de l'échec de sa stratégie de communication, la DG a poussé toutes les Directions locales dans lesquelles aucun accord n'avait pu être trouvé, à chercher de nouveau la caution des organisations syndicales.

A Paris, la DRFIP a contacté l'ensemble des organisations syndicales individuellement pour savoir si elles seraient susceptibles de faire évoluer leur position. Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP 75 ont refusé de se prononcer en dehors du cadre « officiel » d'un CTL seul garant de la transparence des échanges.

Ce 4 juillet, un nouveau CTL « informel » était ainsi convoqué et il était demandé à nos organisations syndicales de se prononcer sur les mêmes bases que le 15 avril ; la présentation des mêmes projets.

Nouvelle petite manœuvre pour tenter d'arracher le vote favorable espéré par la DG, nous proposer de voter en deux temps :

1. Voter sur notre proposition d'obtenir des chèques Ethi'Kdo qui de l'aveu même de notre Directeur Régional n'avait que des chances infimes d'être acceptée par une DG inflexible
2. et voter, ensuite, pour les projets de la Direction qui s'imposeraient en cas de refus de la première proposition (presque acquis) de la DG.

La manœuvre pour obtenir le plébiscite attendu en s'affranchissant de considérer notre proposition était grossière.

Ainsi unis et fidèles aux mandats respectifs de nos sections et renforcés par ailleurs par la consultation des agent.es au cours notamment des dernières tournées de HMI, nous (Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP 75) avons confirmé le sens de notre vote du 15 avril dernier en validant la première proposition mais en refusant de donner notre accord pour la seconde.

Nos trois organisations syndicales ont ainsi renvoyé la responsabilité sur la Direction Générale, du sort qui sera réservé à cette enveloppe budgétaire « Cadre de Vie ».